

24 Nov. - 11 Déc. 2017
14^{ème} Foire Internationale de Lomé
Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOMÉ : BP: 10056 Lomé - Togo / Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: cetef@cetef.tg

LE MEDIUM

www.lemedium.info

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0277 du 28 Novembre au 04 Décembre 2017- Prix : 250 F CFA

ECONOMIE :

C'est parti pour 14 jours de fête foraine à Lomé



Visite guidée après la cérémonie d'ouverture officielle de la 14^{ème} FIL.

POLITIQUE/ LES RETOMBÉES DU DÉPLACEMENT DE FAURE À SOKODE :

De nouvelles mesures d'allègement

P.6



Faure Gnassingbé échangeant avec un chef traditionnel Tem

CORIS EPARGNE
KDO
Mon épargne augmente de
4,5%



CORIS BANK
INTERNATIONAL
La Banque Autrement
www.corisbank.tg

LE PM KLASSOU DANS SES OEUVRES :

Au lieu de s'attaquer aux problèmes des Enseignants, le PM Klassou préfère "papoter" avec la Miss Togo 2017

P.2



Le Premier ministre Selom Klassou, sous le charme de la Miss Togo 2017, Mlle Cornelia Dédévi Adomayakpo

14^{ème} Foire Internationale de Lomé :

Le Groupe Togo Telecom en mode séduction

P.7



Une vue du stand du Groupe Togo Telecom

ECONOMIE :

Baisse de 3,6% de la disponibilité de l'énergie électrique au deuxième trimestre en glissement annuel

P.4

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel: 22 20 05 53

Météo

Mardi 28 Novembre 2017

Matin:

Ciel peu nuageux
24°C

Après-midi:

Ciel peu nuageux
33°C

EDITO

Etre humble

Le succès dans toute vie humaine passe par l'humilité. L'humilité est une vertu qui doucement nous mène vers le mont du succès.

L'être humain, imbu de sa personne, de sa condition existentielle est perdu. Totalement perdu car il lui manque une chose essentielle.

Aveuglé volontaire ou par la faute de son entourage, un entourage qui préfère le voir très aveuglé pour le manipuler à dessein, l'Homme est réduit à sa minuscule personne. L'Humilité lui fait défaut et l'amène à se croire très intelligent, très futé, très habile, bref très important par rapport à autrui. Or, ce dernier dans son ignorance et son manque d'humilité est enclin à toute sorte d'actes asociaux et abaissants. Les yeux fermés par ce manque d'humilité, l'Homme se croit au-dessus de son prochain et va ainsi à sa déperdition.

Le plus grave, c'est lorsque dans son entourage immédiat, guidé par la cupidité et le profit, par un manque d'amour et une sorcellerie qui ne dit pas son nom, on refuse de dire ou de faire admettre à cet être humain qu'il va à la dérive. On préfère le tromper et le voir tomber bas. C'est très dommage.

Puisse l'humilité être notre domaine de définition.

Crédo TETTEH

LE PM KLASSOU DANS SES OEUVRES :

Au lieu de s'attaquer aux problèmes des Enseignants, le PM Klassou préfère "papoter" avec la Miss Togo 2017

Elue le 26 août 2017, " Reine de la Beauté " du Togo, Mlle Cornelia Dédévi Adomayakpo a été reçue le vendredi 24 novembre en audience par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Komi Selom Klassou. Elle était accompagnée du président du Comité national Miss Togo, M. Gaspard Kodjo Baka, lit-on sur le site Republiquetogolaise.com.

Par Crédo TETTEH

L'audience en elle-même n'a rien de catastrophique mais c'est plutôt l'occasion qui ne s'y prête pas. En recevant en cette période la Miss Togo 2017, le Premier Ministre KLASSOU donne l'impression de celui qui n'a pas de priorités dans ses activités. Recevoir la Miss Togo pour un bilan saisonnier sur son mandat en cours n'est pas malheureusement la priorité de l'heure. Nous serions contents que le Premier Ministre prenne plutôt langue avec les responsables des syndicats des Enseignants pour réfléchir aux mesures d'apaisement dans le milieu éducatif.

Au moment donc où le problème des grèves des enseignants préoccupe les parents d'élèves et les populations, c'est surprenant de voir le Premier Ministre Klassou trouver du temps pour " papoter " avec une Miss Togo, de retour d'une tournée européenne pour soit disant " faire le point au Premier Ministre de ses premiers mois de mandat ".

" La jeune fille de 21, ans qui poursuit des études de Droit, est venue faire au Premier Ministre le bilan de ses premiers mois de mandat. Mlle Cornelia Dédévi Adomayakpo, qui, dès son élection,



Le Premier ministre Selom Klassou, sous le charme de la Miss Togo 2017, Mlle Cornelia Dédévi Adomayakpo

a promis de s'investir dans la réinsertion des prisonniers et la préservation de l'environnement, revient d'une tournée européenne (France, Belgique) dans le cadre de ses projets sociaux " ajoute le site internet.

Tout ce cinéma serait mieux vu si le Premier Ministre se souciait de la même façon des problèmes qui minent aujourd'hui le secteur de l'enseignement dans notre pays. Combien de fois et dans quelles conditions le Premier Ministre, qui aurait du temps précieux pour une Miss Togo, a-t-il reçu les représentants syndicaux des enseignants et échangé avec eux sur les voies et moyens pour trouver des solutions durables à leurs revendications ?

" Avec le Chef du gouvernement, Miss Togo 2017 a fait le point sur son voyage, ses études, ses missions à l'étranger et ses projets sociaux.

Mlle Adomayakpo, n'a pas manqué l'occasion de solliciter le soutien du PM dans l'accomplissement de ses différents projets " a poursuivi le site internet

Republiquetogolaise.com. Simplement étonnant et frustrant que son Excellence Monsieur le Premier Ministre ait eu le temps précieux et nécessaire pour recevoir,

sourires aux lèvres, la Miss Togo 2017 de retour de sa tournée européenne, au lieu de s'impliquer véritablement pour des solutions idoines aux problèmes posés par les Enseignants, lesquels problèmes ont encore perturbé les cours dans les établissements la semaine passée. Sacré Premier Ministre Sélom Komi KLASSOU !

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER
N° VERT 8280
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE
N° VERT 8201
Renseignements

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

TOGO EXPRESS

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

TogoAssurance.com

TogoAssurance est un cabinet conseil en assurance et en stratégie d'entreprise.

Nous cherchons pour vous les meilleurs prix aux niveaux des assureurs en lisant bien vos contrats d'assurance pour éviter les pièges des contrats.

-Nous assistons les gens qui ont des problèmes avec leurs assureurs pour percevoir leurs primes.
-Nous assistons des sociétés dans la rédaction des contrats de business.
visiter notre site web www.togoassurance.com

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule, AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07 www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois- www.togoannonce.com

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations

Récapissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

Réclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux. Prochaine parution le mardi 05 Décembre 2017

ECONOMIE : C'est parti pour 14 jours de fête foraine à Lomé

La 14^{ème} foire internationale ouverte hier au Centre des Expositions et de foires de Lomé en présence du Premier Ministre Sélom Klassou et d'un parterre d'opérateurs économiques nationaux et étrangers.

Par Ali SAMBA

Placée sous le thème du numérique au service des affaires, l'édition de cette année fait donc la part belle aux technologies de l'information pour réveiller auprès des opérateurs économiques, l'intérêt et la nécessité d'aller à cet outil qui leur permettrait de réaliser avec beaucoup plus de facilité des résultats efficaces. "C'est la raison pour laquelle les organisateurs de cette foire ont dédié un espace thématique avec la présence des start-up et des entreprises partenaires opérant dans ce secteur" comme le groupe Togocom, a indiqué le Directeur du CETEF, Kuéku Banka Johnson.

Pour le Gouvernement togolais, il ne peut en être autrement car le numérique s'est invité partout, dans tous les secteurs d'activités, s'associe à toutes les manifestations, affecte tous les secteurs de la vie sociale et imprime sa dynamique à l'économie togolaise. La santé, de l'éducation, le monde des affaires sont tous embarqués dans un cyberspace où le numérique joue un rôle catalyseur dans la modernisation, l'amélioration du travail et la production de la richesse, a laissé entendre M. FIADJOE du ministère des Postes et de l'Economie numérique, qui n'a pas manqué de souligner que tout ceci ne serait



Le PM Klassou et sa délégation à l'ouverture officielle de la 14^{ème} FIL

possible que si le pays dispose d'outils de navigation claire permettant d'avoir une vision comme une boussole pour orienter les actions.

En la matière, le Togo a fait de gros efforts depuis quelques années pour réduire la fracture numérique au Togo. De la déclaration de la politique du secteur numérique adoptée par le Gouvernement en 2011, il ressort que le pays a fait des avancées considérables notamment dans le cadre légal et réglementaire avec la loi sur les transactions électroniques, les infrastructures d'envergure nationale avec le réseau e-gouvernement qui relie plus de 560 services à Lomé et offre du haut débit internet à l'administration qui se rapproche ainsi des concitoyens, l'usage des TIC avec le site portail pays Togo.tg, les projets agri-pme, e-village, etc.. On peut citer aussi l'évolution du marché des communications avec les progrès réalisés dans le secteur de l'économie numérique au Togo

notamment le taux de pénétration de l'internet mobile qui se situe à 20% en 2017 contre 12% en 2015. Il convient de signaler la baisse des tarifs internet mobile au Togo qui se retrouve désormais à la moyenne inférieure à ceux pratiqués dans la sous-région. Cependant ces avancées ne doivent pas occulter les défis qui restent encore à relever en ce qui concerne le niveau encore élevé des tarifs de l'internet fixe, du prix de la bande passante, la mauvaise qualité des services et le faible niveau des usages voix au Togo", a reconnu Fiadjoe.

Pour lui, cette 14^{ème} foire de Lomé qui s'approprie le thème du numérique est une opportunité de voir l'appropriation que ce sont fait les start-up togolais, de mesurer les innovations que les entreprises mettent en place grâce au numérique.

Pour sa part, le ministre du commerce n'a pas caché sa joie de revoir le site du CETEF retrouver une ambiance foraine pour célébrer

la promotion des affaires entre opérateurs économiques venus de partout dans le monde et ayant pour objectifs communs l'expansion du commerce international. "La tenue de cette foire traduit la ferme volonté du gouvernement de donner un nouvel élan à l'épanouissement de l'activité économique en général et la promotion du commerce qui représente pour le pays, une source intarissable de ressources pour l'économie nationale", a fait savoir Bernadette Legezim Balouki. Elle n'a pas manqué de remercier les exposants qui sont venus de près ou de loin, notamment l'Egypte qui était l'invité d'honneur de la dernière édition et dont le nombre des exposants a cru substantiellement cette année.

Pour la ministre, c'est de bonne guerre que le thème de cette année a été choisi, ceci pour inciter beaucoup plus les opérateurs économiques à promouvoir et à adopter cette innovation technologique afin de booster davantage la rentabilisation de leurs actions. "J'invite donc les participants à cette manifestation à des discussions sur l'implémentation et l'utilisation de cette nouvelle technologie dans les entreprises", a dit Bernadette Legezim-Balouki.

Ouvert au public depuis vendredi dernier, la 14^{ème} foire internationale de Lomé accueille plus de 300 exposants venus du Togo, mais aussi de la sous-région ouest africaine, de l'Egypte, du Maroc, de l'Iran, de l'Italie, du Pakistan, de France et Belgique et même des philippines. Plus de 300 000 visiteurs sont attendus cette année.

Zozo

POLITIQUE : DES MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR L'OPPOSITION AURONT LIEU LES 29, 30 NOVEMBRE ET 2 DÉCEMBRE.



Des rassemblements qui se dérouleront sur fond de discussions pour l'ouverture d'un dialogue politique avec le pouvoir. Les représentants des opposants ont donné leur accord de principe cette semaine au président de l'Union africaine.

Après plus de trois mois de tension et une économie qui commence à souffrir des turbulences, les deux camps ont compris que des négociations permettront de trouver une issue.

Le gouvernement a soumis en septembre un projet de réforme constitutionnelle qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Une exigence de l'opposition.

Mais le problème porte sur son interprétation. D'où les manifestations déclenchées mi-oct. Une frange de l'opposition, la plus radicale, souhaite le départ immédiat du président Faure Gnassingbé dont le mandat s'achève en 2020. L'autre, plus réaliste, souhaite que la réforme soit rétroactive pour empêcher une nouvelle candidature dans 3 ans.

Le dialogue s'annonce compliqué, mais pas impossible.

Source: @Republicoftogo.com

POLITIQUE : UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DU TOGO



Le gouvernement a annoncé jeudi la création d'une 'Cellule présidentielle d'exécution et de suivi de projets prioritaires'.

Kezako ? Les services de la présidence ont fourni vendredi une série de précisions.

L'enjeu majeur de création massive d'emploi trouve sa réponse dans une vision du développement non plus comme un plan de développement qui agrège les plans sectoriels mais comme un programme de transformation intégrant plusieurs projets phares dans les domaines stratégiques : industrie ; agriculture ; énergie ; santé ; éducation, souligne la note technique qui cite les agropoles, les parcs industriels et les projets de corridor logistique. Dans ce contexte, explique la présidence, la vocation de la Cellule est de concrétiser la vision ainsi développée et de lancer une nouvelle étape dans la transformation économique du Togo.

La Cellule assurera à la fois un rôle de suivi et de recommandation et vérifiera l'impact direct des différents projets sur les populations. C'est finalement le plus important.

Le gouvernement a décidé de se faire aider par The Tony Blair Institut For Global Change, une structure dirigée par l'ancien Premier ministre britannique.

Cet institut a développé une approche innovante dans l'accompagnement des Etats dans l'accélération de leur développement économique. Il dispose d'une expertise particulièrement importante en matière de gouvernance et d'efficacité de l'action publique, indique la présidence.

L'équipe dirigée par Tony Blair va apporter son assistance en matière de partage d'expérience, de mobilisation d'outils et de méthodes et la formation des analystes togolais qui appuieront le gouvernement sur trois axes majeurs : la promotion des investissements ; les réformes du climat des affaires et l'appui à l'opérationnalisation du Conseil.

Source: @Republicoftogo.com

POLITIQUE : La Constitution de 1992 en question, les pistes de la résolution de la crise politique au Togo

Le colloque organisé le mois d'octobre dernier par le Centre de Droit Public de l'Université de Lomé sur le thème " Les vingt-cinq ans de la Constitution de la IV^{ème} République 14 octobre 1992-14 octobre 2017 " a mis la lumière sur les possibilités offertes au Gouvernement, au Chef de l'Etat et aux acteurs politiques de l'opposition pour juguler la crise que vit le Togo actuellement.

Tous les participants à ce colloque ont admis que la Constitution de 1992 qui est au centre des revendications de l'opposition a été un texte sans consensus, malgré son adoption par référendum à plus de 98% par le peuple togolais. A en croire plusieurs témoignages de personnalités de premier plan de cette époque comme Me Djovi GALLY, Agbéyomé KODJO, Me Zeus AJAVON et l'ancien Premier Ministre Joseph Kokou KOFFI-GOH, la Constitution de 1992 était elle-même au cœur d'un inextricable rapport de force et géniteur du régime politique hybride de la

IV^{ème} République qui a conduit à la modification en 2002, corollaire des problèmes qui engendrent les revendications actuelles de l'opposition.

Il a tout de même été unanimement reconnu que la Constitution de 1992 avait figé des acquis importants pour la démocratie naissante du Togo. Ce sont entre autres la malléabilité procédurale de sa révision, la limitation des mandats, la réduction des pouvoirs du Président, la séparation des pouvoirs et la consécration de certaines libertés fondamentales du citoyen. Ces acquis constitueraient en réalité les éléments majeurs qui prédisposent aujourd'hui à l'idéalisation de cette période et de la C92 elle-même.

Le retour intégral à la C92, facile à dire, difficile à faire

Si la dimension sociale de la crise actuelle n'a pas été oubliée dans les analyses, il apparaît des échanges et des communications, une unanimité sur la centralité du texte constitutionnel dans le contentieux qui oppose aujourd'hui



Prof Dodzi Kokoroko

la classe politique et le pouvoir. La C92 est donc au cœur de la crise politique togolaise. Elle l'est à cause de la fonction symbolique qui lui est aujourd'hui attribuée par une jeune génération n'ayant pas vraiment vécu les événements de 1992. Par conséquent, la réflexion autour de la Constitution est une piste prospective du dénouement structurel du mal togolais, a indiqué le colloque.

Les participants n'ont pas omis d'analyser ce problème qui anime les débats sociaux et politiques dans le pays depuis l'irruption dans le champ politique des revendications du Parti National Panafricain (PNP), reprises depuis par la Coalition des 14 partis de l'Opposition. Les interrogations à affronter étaient de deux ordres :

- Est-il vrai qu'en cas de nouvel-

Suite à la page 5

Zozo
ECONOMIE : CHANGER LE COMPORTEMENT ALIMENTAIRE DES TOGOLAIS



En marge de la conférence ministérielle de la Francophonie, qui se déroule actuellement à Paris, l'OIF a remis le 24 novembre le premier 'prix du jeune entrepreneur francophone'. Il a pour vocation de soutenir les initiatives entrepreneuriales des jeunes et de leur donner de la visibilité. La cérémonie de remise du Prix s'est déroulée en présence de la secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, et de Francine Landry, ministre de la Francophonie du Nouveau Brunswick. L'OIF a choisi de récompenser deux projets dont celui développé par la togolaise Venunye Lucia Ahoefa Allah-Assogba qui a reçu un chèque de 10.000 euros. Agée de 25 ans, elle a créé en 2013 la société 'Togosime' active dans le secteur de l'économie verte, dans un souci de bien-être humain et de l'environnement. En clair, elle veut redonner ses titres de noblesse aux produits locaux 'méprisés' par les Togolais et changer le comportement alimentaire de la population.

Source : @Republicoftogo.com

SOCIETE : DÉLIVRANCE EXPRESS



L'opération administration rapide et de proximité aura lieu du 28 novembre au 12 décembre. La population pourra se faire délivrer dans un délai ultra-court des documents administratifs, les cartes d'identité et les passeports. Seules trois régions administratives sont concernées, les Savanes (28 novembre au 2 décembre), la Kara (3 au 07 décembre) et les Plateaux (8 au 12 décembre).

Source : @Republicoftogo.com

LA CNSS PASSE À LA TÉLÉDÉCLARATION

La caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a lancé vendredi son site. Ses promoteurs mettent en avant la dématérialisation des démarches et une relation plus directe entre employeurs et assurés. C'est un portail dynamique qui offre aux partenaires sociaux un nombre assez conséquent de services en ligne, notamment la consultation de l'état de leurs cotisations sociales et la possibilité de télécharger des documents liés à la sécurité sociale, a indiqué Ingrid Awadé, la directrice générale de la CNSS. Le site permet également de consulter les textes réglementaires et d'effectuer des télédéclarations.

Source : @Republicoftogo.com

Economie / Lutte contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA): Le Ministre de l'Economie et des Finances plaide pour l'utilisation des outils d'intelligence artificielle

La 18ème réunion du Comité Ministériel du Giaba vient de se tenir dans la capitale togolaise. Le ministre de l'économie et des finances Sani Yaya a présidé les travaux. Il a appelé les Etats de la CEDEAO redoubler d'effort pour venir à bout de ce fléau de blanchiment d'argent qui coûte des fortunes aux Etats et menacent leur économie.

Par Koudjoukabal

A l'endroit de ses pairs de la sous-région, Sani Yaya a indiqué que la fuite des capitaux et les flux financiers illicites (FFI) qui font partie du fléau du blanchiment des capitaux représentent des opportunités manquées pour générer des revenus dont les Etats ont tant besoin pour financer des secteurs clés de l'économie, lutter contre la pauvreté et investir dans la protection sociale. Il a indiqué que la coopération internationale et sous-régionale est vitale pour combattre l'utilisation abusive du système financier.

Selon le ministre togolais de l'économie et des finances, des études montrent que les flux financiers illicites (FFI) en provenance d'Afrique sont devenus un sujet de préoccupation majeure en raison de leur ampleur et leur impact négatif sur les programmes de développement et de gouvernance en Afrique.

" Les FFI en provenance d'Afrique s'élèveraient à plusieurs dizaines de milliards par an. D'autres études estiment que ces pertes représentent environ le double de l'aide publique au développement (APD) que



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

l'Afrique reçoit et, bien entendu, ces estimations sont bien loin de la réalité vu que des données précises n'existent ni pour toutes les transactions ni pour tous les pays africains", a dit Sani Yaya, indiquant que le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme peuvent menacer la stabilité économique et financière d'un pays et promouvoir par ailleurs la violence et les comportements illégaux.

Il convient de signaler que les mesures engagées dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visent à prévenir l'utilisation abusive du système financier. Leurs modalités consistent principalement à détecter et communiquer les flux financiers suspects, à en confisquer le produit et à sanctionner les coupables. Ce travail fait partie des activités du GIABA, sous la forme d'analyses et de conseils, d'é-

valuations des politiques nationales par rapport aux normes de LBC/FT et d'un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles.

Quand bien même un travail considérable a été fait en collaboration avec l'organisme normalisateur, le Groupe d'action financière (GAFI) Sani Yaya estime qu'il reste du chemin à parcourir. Pour lui, les actions doivent porter sur 3 fronts

D'abord, les pays doivent intensifier la lutte contre la corruption et la fraude fiscale qui privent les États de leurs ressources vitales dans un contexte de rareté des ressources au plan international.

"Une corruption systémique peut compromettre gravement la capacité d'un pays à assurer une croissance durable et inclusive. Une fraude fiscale à grande échelle est également préjudiciable, car elle signifie généra-

lement moins d'investissements dans la santé, l'éducation et d'autres services publics. Elle implique aussi un creusement des inégalités économiques, car les couches les plus vulnérables de la population sont les plus touchées par une baisse des dépenses sociales", a indiqué Sani Yaya.

Ensuite, les gouvernements doivent encourager la mise en place de moyens plus efficaces pour combattre le financement du terrorisme. Ils doivent s'employer de plus en plus à exploiter les atouts de la technologie financière qui peuvent aussi être un puissant outil de renforcement des défenses face au financement du terrorisme.

Enfin, les Etats doivent veiller à ce que les institutions des Services Financiers Décentralisés (SFD) aient accès à des services de correspondants bancaires qui les relient au système financier mondial.

Pour ce faire, un besoin d'une coopération internationale renforcée des Etats est nécessaire pour pouvoir éradiquer dans tous les pays les fléaux du terrorisme, de la corruption, de la fraude fiscale et de l'exclusion financière. "Bien entendu, la tâche est interminable car les délinquants sont généralement très motivés et très habiles et comptent une longueur d'avance" reconnaît tout de même Sani Yaya. Mais, il reste convaincu que tous unis, l'Afrique de l'Ouest peut venir à bout de l'inextricable toile des transactions suspectes et de conclure que l'intégrité financière en sortira renforcée, au même titre que la croissance, inclusive au profit de tous.

Economie : Baisse de 3,6% de la disponibilité de l'énergie électrique au deuxième trimestre en glissement annuel

Au deuxième trimestre 2017, les disponibilités totales en énergie électrique de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) s'élèvent à 302.717.814 kwh, en baisse de 3,6% par rapport au premier trimestre 2017 et à la même période de 2016.



Ces disponibilités comprennent la production locale de la CEET, la production de ContourGlobal Togo et les achats auprès de la Communauté Electrique du Bénin (CEB). En comparaison avec le premier trimestre 2017, elles ont connu des baisses respectives de 19,2%, 3,8% et 3,1% pour s'établir respectivement à 4.682.733 kwh, 110.805.100 kwh et 187.229.981 kwh au deuxième trimestre 2017

On indique à la CEET que la consommation d'énergie moyenne tension (MT) facturée au cours du deuxième trimestre 2017 se chiffre à 101.870.209 kwh en baisse de 4,5%, pour un montant hors TVA de 10.080.248.179 en baisse de 3,8% par rapport au trimestre précédent.

La quantité d'énergie basse tension (BT) facturée décroît de 1,6% au deuxième trimestre 2017 et se situe à 159.561.577 kwh pour un montant hors TVA de 18.241.769.784 FCFA, en baisse de 0,9% par rapport au premier trimestre 2017.

Comparées au deuxième trimestre 2016, la quantité d'énergie électrique disponible recule de 3,6% en raison de la baisse de la production locale de la CEET et de la production du

ContourGlobal pour respectivement 60,0% et 42,1%. La quantité et le montant hors TVA de l'énergie moyenne tension facturés au cours de la période sous revue augmentent chacun de 1,8%. Sur la même période, la quantité et le montant hors TVA facturés de l'énergie basse tension sont en hausse respectivement de 9,2% et 9,7%.

Au titre du deuxième trimestre 2017, le nombre total des abonnés augmente de 2,9% par rapport au premier trimestre 2017 pour atteindre 350.546. Cet accroissement est induit par une hausse du nombre des abonnés moyenne tension de 0,9% et du nombre des abonnés basse tension de 3,0%.

Par rapport au deuxième trimestre 2016, le nombre total des abonnés croît de 13,6%, sous l'effet d'une hausse du nombre des abonnés moyenne tension et du nombre des abonnés basse tension respectivement de 1,2% et 13,6%.

Baisse de 10% de la quantité des produits pétroliers

Au deuxième trimestre 2017, la quantité totale de produits pétroliers vendue s'élève à 93.660 m3/tm (mètre cube ou tonne métrique). Elle est en baisse de 13,6% et 10,4% respectivement en variation trimestrielle et par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse en variation trimestrielle résulte de la diminution de la vente en quantité des " Produits Blancs ", des " Produits Aviation " et des " Autres Produits ". Les ventes des " Produits Blancs "

une hausse de 1,3%. La production de la CEET et la production du ContourGlobal sont en baisse respectivement de 42,7% et 24,8% par rapport à la même période de 2016 tandis que les achats auprès de la CEB ont augmenté de 31,1% sur la même période et se situent respectivement à 10.475.137 kwh, 225.971.194 kwh.

La consommation d'énergie moyenne tension facturée au cours des six premiers mois de 2017 se chiffre à 208.587.444 kwh, en augmentation de 3,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Le montant hors TVA facturé se chiffre à 20.557.073.082 FCFA, en hausse de 3,5% par rapport au cumul des six premiers mois de 2016.

Sur la même période, la quantité et le montant hors TVA facturés de l'énergie basse tension augmentent respectivement de 0,3% et 0,0% pour se fixer à 321.776.532 kwh et 36.657.182.300 FCFA.

Au cours du trimestre sous revue, les ventes des " Produits Noirs " se chiffrent à 515 tm contre 140 tm au premier trimestre 2017, soit une hausse de 267,9% en relation avec la vente du produit " Fuel 1500 ". En glissement annuel, elles sont en repli de 61,2%. La baisse des ventes des " Produits Noirs " s'expliquerait par le ralentissement observé dans les travaux de construction et d'aménagement d'infrastructures routières.

La composante " Fuel 1500 " est en hausse de 267,9% en variation trimestrielle contre une baisse de 38,7% en glissement annuel. La composante " Fuel 3500 " n'a enregistré aucune vente.

POLITIQUE / Faure Gnassingbé à Sokodé :

"Il est temps de s'opposer à la violence"

« Il est temps de s'opposer à la violence », a martelé samedi à Sokodé (environ 336 km au nord de Lomé), le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé, invitant "les citoyens de toutes obédiences à contribuer au retour à la quiétude" dans cette ville.

Source : Savoirnews.net

"Après le lancement des travaux de construction de la Ferme Agricole Moderne Égypto-togolaise d'Abatchang auquel j'ai eu plaisir à participer, sur le chemin du retour vers Kara, je me suis rendu dans la ville de Sokodé en vue de m'entretenir avec ses forces vives et constater par moi-même les dégâts subits par les infrastructures. Au contact de la population de Sokodé j'ai pu visiter les dommages causés lors des violentes manifestations qu'a connues la ville", a indiqué le Président de la République, selon ses citations transmises à l'Agence Savoir News par la cellule de communication de la présidence togolaise.

"J'ai écouté les chefs traditionnels dont la présence responsable et les contributions ne m'ont pas échappé. J'ai reçu les femmes et les jeunes dont l'enthousiasme



Faure Gnassingbé sur le site des affaires sociales de Sokodé.... Faure Gnassingbé saluant les populations de Tchaoudjo



contagieux et les aspirations devraient nous mobiliser davantage à l'œuvre. Mes échanges avec les Imams puis avec les cadres ont fini de me rassurer que notre pays reste indivisible", a-t-il souligné.

"Les dégâts des violences qu'a connues cette ville naguère paisible", a poursuivi Faure Gnassingbé "m'attristent profondément et ne sauraient laisser aucun citoyen indifférent".

Il a exhorté "les citoyens de toutes obédiences à contribuer au retour à la quiétude à Sokodé et dans notre pays tout entier".

Sokodé est l'une des trois villes du pays où des violences ont été enregistrées avec des morts et d'importants dégâts matériels.

En rappel, le Togo est plongé dans une nouvelle crise depuis août dernier, avec des manifestations de la coalition de l'opposition qui ont fait 14 morts.

Les 14 partis politiques de ce regroupement exigent retour à la Constitution originelle de 1992, la révision du cadre électoral et l'instauration du droit de vote des togolais de l'étranger.

Ils réclament également la libération de toutes les personnes incarcérées dans le cadre des manifestations. Certains leaders de ce regroupement exigent aussi le départ du Président Faure Gnassingbé.

D'intenses tractations sont menées ces derniers jours pour l'amorce d'un dialogue. Pour l'ins-

tant, aucune date n'a encore été fixée pour la tenue des discussions.

Précisons que la communauté internationale (notamment les Etats-Unis, la France, la Francophonie, la Cédéao et l'Union africaine) a appelé à plusieurs reprises, le pouvoir et l'opposition à se retrouver autour d'une table.

La Délégation de l'Union européenne, la Coordination du Système des Nations Unies et les Ambassades d'Allemagne, de France, et des Etats-Unis d'Amérique au Togo ont aussi "encouragé" toutes les parties concernées "à reprendre le dialogue pour sortir de la crise actuelle".

POLITIQUE : La Constitution de 1992 en question, les pistes de la résolution de la crise politique au Togo

Suite de la page 3

le modification constitutionnelle ou de retour aux acquis de la C92 originelle, la loi nouvelle pourrait, en s'appliquant immédiatement, rétroagir et remettre en question les mandats passés du Chef de l'Etat ou rendre inéligible ce dernier ? Sur cette question, l'avis des analystes a été concordant et sans équivoque : l'éventuelle nouvelle loi constitutionnelle ne pourra en aucun cas remettre en question les mandats passés du Chef de l'Etat, ni compromettre son éligibilité à d'éventuels prochains scrutins. La doctrine juridique et la jurisprudence constitutionnelle comparée sont claires à ce propos.

Est-il vrai qu'en 2003, dans le cas du refus d'enregistrement de la candidature de M. Gilchrist OLYMPIO par la CENI, la Cour constitutionnelle a, dans sa décision, consacré le principe de la rétroactivité de la loi constitutionnelle ? A la lecture et à l'étude de la décision de la Cour, il apparaît qu'il n'en est rien et que la Cour Constitutionnelle a plutôt recouru à la règle bien connue en matière constitutionnelle de l'application immédiate de la loi. Pour le colloque, ces deux questions peuvent donc être considérées définitivement comme closes.

Un discours apaisant du chef

de l'Etat

Dans la série de recommandations formulées, les universitaires, les acteurs politiques et la société civile ont plaidé en faveur de l'instauration d'une zone temporelle d'apaisement qui devrait conduire les forces politiques à un dialogue, notamment une sortie du Chef de l'Etat avec un discours apaisant pourrait amener les uns et les autres à comprendre que le premier Togolais prend en compte leurs revendications et qu'il n'est pas insensible à leurs manifestations protestataires. " Cette sortie, souhaitée, recommandée et réclamée, jouera un rôle de temporisateur immédiat des ardeurs contestataires des populations et pourrait ouvrir la voie au dialogue", indiquent-ils.

Le Gouvernement pourrait accepter revenir au texte de son avant-projet de loi du 5 septembre et voté le 17 septembre par le Parlement, et voir dans quelles mesures opérer une relecture plus poussée aux fins de la sauvegarde des acquis démocratiques de la version originelle de 1992, en dehors de l'article 67 de la C92. Une telle ouverture pourrait prédisposer l'opposition à un dialogue et apaiser les populations. Les fenêtres constitutionnelles ouvertes par les articles 4, 58 et 144 al. 4 de la Constitution de 1992 pourraient servir en lectu-

re stratégique et opportune.

La troisième recommandation concerne le référendum. Les participants recommandent vivement au Gouvernement de geler momentanément son projet référendaire. Les raisons évoquées sont d'ordre économique, politique et moral.

Au-delà du coût exorbitant du scrutin référendaire, la plupart des acteurs politiques invités ont fait remarquer qu'il est inopportun d'aller à un référendum avec un texte qui ne fait pas l'unanimité. Un tel référendum risquera d'accroître la crise au lieu de la résoudre. En plus, aller au référendum ne saurait en aucun cas représenter une réponse immédiate à la fracture sociale et politique actuelle. L'idéal serait que le pouvoir et l'opposition puissent trouver une entente politique qui aboutira à l'adoption négociée d'un texte consensuel au Parlement.

Le Gouvernement togolais devrait considérer l'éventuel passage à une Vème République. Ce passage doit intégrer et résoudre définitivement tous les contentieux sociaux, culturels et politiques de notre jeune République. Il présuppose l'ouverture de fructueux dialogues de fond devant aboutir à l'adoption d'un nouveau contrat social.

Demeurer dans la IVème République, mais réformer le texte

en l'adaptant au contexte et en profondeur suivant l'heureuse formule de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Togo.

Les acteurs politiques togolais devraient se résoudre à faire opérer toutes modifications idoines du texte actuel afin de restaurer les acquis perdus de la Constitution originelle et demeurer ainsi dans la IVème République. Cette recommandation se base sur le constat que la Constitution de la IVème République a été trop peu pratiquée pour que l'on envisage de passer à une autre.

En troisième option, il a été recommandé d'acter la décision d'un passage à une cinquième république, mais d'échelonner dans le temps ce passage en adoptant dans la conjoncture actuelle les modifications constitutionnelles nécessaires devant conduire le pays vers la prochaine République.

Dans cette optique, il a été recommandé au Chef de l'Etat de ressortir les conclusions de la Commission de réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles qui a sillonné le pays et de les soumettre à un débat public dans le but de construire un large consensus politique et social autour de son contenu, pour plus tard le soumettre à un référendum constitutionnel.

Zozo

COOPERATION : LE TOGO ACCUEILLI UNE RÉUNION DE L'APREF

L'ambassade du Togo en France a accueilli jeudi dernier une réunion de l'Assemblée générale constitutive de l'association des préfets et des représentants de l'Etat de la Francophonie (APREF). Une réunion qui se situait dans le cadre de la tenue à Paris samedi et dimanche de la Conférence ministérielle de la Francophonie. Cette association veut être une plateforme de rencontres et d'échanges.

Plusieurs délégations ont participé aux travaux notamment celles de Belgique/Fédération Wallonie-Bruxelles, de Côte d'Ivoire, de France, du Liban, du Maroc, de Mauritanie, du Québec, de Roumanie, du Sénégal, de Suisse et du Togo. Le bureau est présidé par la Côte d'Ivoire et la vice-présidence est assurée par le Togo.

Source : @Republicoftogo.com

DIPLOMATIE / FRANCOPHONIE : ADOPTION DE LA RÉOLUTION PROPOSÉE PAR LE TOGO



La 34e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) s'est achevée dimanche à Paris. Le Togo était représenté par le ministre des Affaires étrangères Robert Dussey.

Dans une déclaration adoptée par les ministres, la Francophonie, indignée par les violations intolérables des droits humains en Libye, appelle la communauté internationale à une action immédiate, concertée et coordonnée. L'urgence est de rendre à ces hommes, à ces femmes, leur humanité, leur dignité, leur intégrité physique, leur existence et leur identité", a déclaré Michaëlle Jean.

Après avoir entendu les propos introductifs du chef de la diplomatie togolaise et du directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Remy Rioux, les ministres ont largement débattu de la thématique proposée par le Togo : Les économies nouvelles : économie bleue, économie verte, nouveaux moteurs de création de richesse, d'inclusion sociale et du développement durable.

S'agissant des questions politiques, diplomatiques et économiques, la Conférence a tout d'abord condamné avec fermeté les derniers attentats au Mali et en Égypte.

Les ministres ont aussi exprimé leur soutien aux actions déployées par la Francophonie pour l'accompagnement en matière de prévention, de gestion et de sortie de crises, de transition démocratique et de consolidation de la paix, ainsi que dans l'accompagnement des processus électoraux.

La CMF a exprimé des préoccupations quant à la situation politique dans plusieurs Etats de l'espace francophone, notamment en République centrafricaine, au Burundi, en RDC, en Thaïlande et en Ukraine.

Source : @Republicoftogo.com

COOPERATION / TOGO-EGYPTE : LANCEMENT DU PROJET DE FERME PILOTE

Le président Faure Gnassingbé a posé samedi la première pierre de la 'ferme agricole moderne égypto-togolaise d'Abatchang' (FAMETA), fruit d'un partenariat entre les deux pays.

Le projet est développé à Lama-Tessi (préfecture de Tchaoudjo). Pour les experts égyptiens, la région Centrale offre une situation idéale.

Le chef de l'Etat avait à ses côtés Maher El-Maghrabi, le directeur exécutif du projet égyptien des fermes modèles (ministère de l'Agriculture), et l'ambassadeur d'Égypte à Lomé, Mohamed Karim Sherif. La FAMETA contribuera au renforcement de la recherche agricole, à l'amélioration de la productivité agricole et à la formation des producteurs", a indiqué M. El-Maghrabi.

La ferme s'étendra sur une superficie de 150 hectares. Elle comprendra des infrastructures agro-pastorales, des aménagements hydro-agricoles et d'aquaculture, des zones d'expérimentation et de production végétale.

Des unités de transformation sont également prévues.

Les responsables égyptiens ont déjà débuté les sessions de formation et des équipements ont été importés au Togo.

Coût total, un milliard de Fcfa à la charge de Lomé et du Caire. L'ambition de l'Égypte est d'aider les pays africains à développer leur secteur agricole. Les fermes communes ont pour objectif de renforcer la coopération sud-sud par le transfert de compétences et de technologies. Nous subventionnons l'installation de fermes afin de garantir l'autosuffisance alimentaire", a expliqué Maher El-Maghrabi.

Des fermes similaires existent déjà en Zambie, en Tanzanie, à Zanzibar et au Mali. D'autres verront le jour prochainement en Mauritanie, en RDC, au Tchad et au Cameroun.

Source : @Republicoftogo.com

Zozo

SOCIÉTÉ : J'ÉTAIS NU ET TU M'AS
DONNÉ À MANGER'

Les fidèles catholiques ont fêté dimanche la fête du Christ Roi qui clôt le cycle de l'année liturgique.

Toute l'année les chrétiens ont célébré les grands moments de la vie de Jésus. Lors du dernier dimanche de l'année, ils sont invités à se tourner vers le Christ roi de l'univers et juge de l'humanité. Le texte lu ce dimanche était celui du jugement dernier : "J'étais nu et tu m'as donné à manger, malade et tu es venu me voir...". Le royaume du Christ est donc avant tout un royaume d'amour.

A Lomé, le carrefour de Bè-Kpota a servi de point de départ commun pour les fidèles des églises de Bè et de Bè-Kpota.

La fête de Christ Roi permet aux fidèles catholiques de rendre grâce au Seigneur pour son œuvre salvatrice faite sur la croix en faveur de toute la création.

Source : @Republicoftogo.com

CEDEAO/CANDIDATURE CPI



La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) s'est engagée à soutenir la candidature de la ghanéenne, Prof Henrietta Mensa-Bonsu, au poste de juge à la Cour Pénale Internationale (CPI), au titre de la liste A.

Le président de la Commission de l'organisation régionale, Marcel de Souza, l'a réaffirmé, le vendredi 24 novembre 2017, à Abuja, au Nigeria, à M. Edward Mahama, l'envoyé spécial du chef de l'Etat ghanéen, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo.

Il a promis d'informer et de demander le soutien des Etats membres de la Cedeao et de l'Union africaine à la candidature de Mme Mensa-Bonsu à ce poste, malgré l'annonce tardive de cette candidature.

Il a invité l'envoyé spécial du président ghanéen de demander à Nana Addo Dankwa Akufo-Addo de plaider la cause de la candidature ghanéenne auprès de ses homologues africains et européens lors du 5ème Sommet Union Africaine - Union Européenne, prévu les 29 et 30 novembre 2017, à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

" Je ferai le plaidoyer nécessaire et un grand lobbying auprès des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao afin qu'ils appuient votre candidature, malgré le temps qui joue en notre défaveur à cause de l'annonce tardive de votre candidature, vu que le prochain Sommet des dirigeants ouest-africains aura lieu le 16 décembre 2017 ", a-t-il dit.

En effet, les élections pour les postes de juge à la CPI se tiendront, du 4 au 14 décembre 2017, à l'occasion de la 16èmesession de l'Assemblée des Etats Parties ayant lieu au siège des Nations-unies, à New York, aux Etats-Unis.

En dehors de la ghanéenne Henrietta Mensa-Bonsu, au titre de la liste A, la béninoise Reine Alapini Gansou est aussi candidate au poste de juge à la CPI, mais pour la liste B. Marcel de Souza a émis le vœu de voir les deux candidates de l'espace communautaire décrocher ces postes, afin d'honorer la Cedeao ; tout en souhaitant qu'à l'avenir, les citoyens ouest-africains à des postes annoncent leurs candidatures à l'avance.

JOURNEE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SUDA :

Tout le monde a droit à la santé, même les PWVIH

La tradition sera respectée ce 1er Décembre, journée consacrée par la communauté mondiale à la réflexion sur la lutte contre le VIH/SIDA. Au Togo, c'est la ville de Tabligbo qui va accueillir le lancement des activités programmées dans ce cadre.

Par Koudjoukabal

Petit à petit, les efforts des autorités portent leur fruit et chaque année qui passe, l'espoir de voir le VIH disparaître du Togo s'agrandit. La prévalence qui était encore de 2,3 % en 2015 est tombée à 2,1% en 2017 en ce qui concerne la population générale âgée de 15-49 ans. Cette situation fait écho à la vision de la riposte au VIH au Togo qui consiste à avoir à moyen terme une population en bonne santé exempte du VIH et SIDA, avec l'émergence d'une génération sans Sida.

Malgré les efforts, le VIH/SIDA continue d'avoir un visage féminin puisque la prévalence est à domi-



Prof Vincent Pitchè, coordinateur national du CNLS

nance féminine avec 3,1% chez les femmes contre 1,7% chez les hommes.

Selon le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS), cette tendance se confirme chez les jeunes de 15-19 ans où elle est 4 fois plus élevée chez les jeunes filles (0,4%) contre 0,1% aux jeunes garçons du même âge. Le pourcentage est plus accentué chez les plus âgés 30-34 ans avec 6,2% chez les femmes et 4,2% chez les hommes.

La pertinence du thème de cette année s'explique alors parce que l'épidémie se répand là où les

droits à la santé sont ignorés. Selon ONUSIDA, les nouvelles infections se retrouvent dans les milieux où les hommes et femmes ont du mal à avoir accès aux services de santé. En plus la question du financement se pose sur le plan mondial puisque ONUSIDA est à la recherche de 7 milliards de dollars pour pouvoir atteindre les objectifs 2020.

Il faut donc agir et c'est dans ce souci que le plan stratégique national, qui s'inscrit dans la perspective de celle de l'ONUSIDA de voir la fin de l'épidémie du VIH à l'horizon 2030, s'est assigné comme but de mettre en œuvre une réponse nationale basée sur des évidences scientifiques et programmatiques afin d'obtenir un meilleur impact des interventions.

Vendredi prochain, tous les acteurs intervenant dans la lutte contre le VIH/SIDA vont se retrouver ainsi au chef-lieu de la préfecture de Yoto pour le lancement

officiel des activités. Bien avant ce 1er Décembre, une campagne de conseil et de dépistage commencent aujourd'hui jusqu'au 2 Décembre sur toute l'étendue du territoire.

Selon le Programme National de Lutte Sida (PNLS), il est envisagé de dépister 40 000 personnes à travers la stratégie mobile où les pairs iront au-devant de la population et celle fixe qui se fera dans les centres de santé ou de dépistage connus. Il y aura aussi une distribution gratuite d'environ 500 000 préservatifs masculins et féminins lors d'une caravane sur les deux corridors Sanvee-Condji-Kodjoviakopé et Lomé-Cinkassé.

L'innovation cette année va être une campagne digitale avec une plate-forme dédiée www.unaids-chat.org qui répondra à toutes les questions que les jeunes auront à poser sur le VIH/SIDA, indique-t-on au CNLS.

Le CJD et le MJP demande aux autorités la révision de la " loi Bodjona "

La loi du 16 mai 2011 sur les Libertés de réunion et de manifestation publiques pacifiques, plus connue sous le nom de " loi Bodjona ", doit être révisée afin que des précisions sur les conditions de manifestations, et surtout les responsabilités pénales des organisateurs devant les dégâts et les victimes, soient plus pointues. C'est ce que demandent le Collectif des jeunes pour le développement (CJD) et le Mouvement des jeunes pour la paix (MJP).

Par Dodo ABALO

" Les manifestations de rue ont suffisamment causé du tort à la jeunesse togolaise. Elles ont détourné de nombreux jeunes de la préparation de leur avenir et causé la mort d'autres, elles ont entamé le tissu économique et remis en cause l'espoir des jeunes qui n'en peuvent plus de voir les investisseurs reporter leur déplacement à Lomé ", appuie la déclaration finale des deux (2) organisations initiatrices du meeting.

Les membres et partenaires de ces deux organisations qui sont "

victimes " des marches dites de colères de la coalition des 14 partis politiques se font toujours enregistrés par les responsables de ces deux (02) organisations. Des " mesures idoines " doivent être prises par le gouvernement, souhaitent-ils, pour " mettre fin aux manifestations violentes qui ont entamé dangereusement l'économie du pays ".

" On aurait dit que c'est à dessein que cette frange de l'opposition organise ces manifestations violentes dans le but d'impacter négativement l'économie du pays ", indique la déclaration.

Tout en saluant les " mesures d'apaisement " prises par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et son appel au dialogue en vue de trouver des solutions à la crise sociopolitique, le collectif et le mouvement ont lancé un dernier appel aux acteurs politiques, afin, dira Orphé Adom, coordonnateur du CJD, qu'ils saisissent la " perche " du dialogue.

Rappelons que le meeting est placé sous le thème : " culture de la paix et manifestations publiques : libertés et responsabilités ".



Les premiers responsables du CJD et du MJP

POLITIQUE/ LES RETOMBEES DU
DEPLACEMENT DE FAURE À SOKODEDe nouvelles mesures
d'allègement

Dans un communiqué en date du 27 novembre 2017, le Gouvernement togolais s'inscrivant sans cesse dans une logique d'apaisement, et après la visite du chef de l'Etat le week end dernier à Sokodé pour toucher du doigt les réalités de l'atrocité des dégâts survenus lors des violentes manifesta-

dernier notamment la remise en liberté de 42 personnes interpellées, jugées et condamnées par diverses juridictions dans le cadre des manifestations violentes qui se sont déroulées depuis le 19 aout 2017 ", précise le communiqué.

Précisons également que ces nouvelles mesures font suite à



Faure Gnassingbé échangeant avec un chef traditionnel TEM

tions de l'Opposition à Sokodé , a pris hier de nouvelles mesures d'allègement notamment : "le retrait des forces de défense installées à Sokodé" et "la mise en place du plan sentinelle comme à Lomé pour renforcer la surveillance des lieux publics et sécuriser les marches".

Pour le Gouvernement, " ces mesures d'apaisement viennent compléter la liste de celles qui ont été déjà prises le novembre

l'entretien que le Chef de l'Etat a eu avec les populations en vue de la normalisation des activités dans la ville de Sokodé notamment, après le renforcement du dispositif sécuritaire mis en place suite aux violences occasionnées par les manifestants de la coalition des 14 partis politiques de l'Opposition, violences qui se sont soldées par des pertes en vies humaines de civils et de militaires.

Crédo TETTEH

14ème Foire Internationale de Lomé :

Le Groupe Togo Telecom en mode séduction

Sponsor officiel de la 14ème Foire internationale de Lomé, ouverte officiellement hier lundi, le Groupe Togo Telecom marque une fois encore sa présence non seulement sur le site de la Foire mais par son charme, son organisation et le marketing-communication de ses produits.

Par Crédo TETTEH

Avec des offres très alléchantes dans sa cagnotte, les jumeaux de la Télécommunications au Togo, Togocel et Togo Telecom promettent des jours de gloire aux visiteurs attendus.

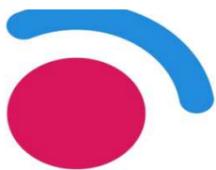
Placé sous le thème, le numérique au service des affaires, les géants des Télécommunications pour l'instant au Togo mettent les petits plats dans les grands pour

satisfaire pleinement ses clients et les fidéliser. Conscients que l'ère numérique implique une certaine responsabilité aux opérateurs du secteur des technologies de l'information et de la Communication, les responsables du Groupe Togo Telecom entendent faciliter la concrétisation maximale du thème de cette édition 2017, en proposant des services adéquats aux exposants, aux visiteurs et aux populations togolaises.

Chaque visite sur le site de la Foire internationale de Lomé, sans faire un détour sur les stands du Groupe Togo Telecom ne saurait être utile et agréable. Nécessité de vivre donc les meilleurs instants de la 14ème Foire internationale de Lomé avec le Groupe Togo Telecom.



COMMUNIQUÉ



Togotelecom

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%